



Face à la montée du Front national, droite et gauche appellent au rassemblement dès le premier tour pour contrer le risque de nouveau "21 avril" en 2012

Le sondage Louis Harris Interactive donnant pour la première fois la présidente du Front national Marine LE PEN en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 23 % d'intentions de vote devant M. Nicolas SARKOZY et Mme Martine AUBRY (PS) (cf. "BQ" d'hier) a continué à susciter des réactions hier, majorité et opposition se rejetant mutuellement la responsabilité d'un tel score et chacun s'accordant à dire que le risque le plus important était celui de la division.

Deux nouveaux sondages, réalisés par le même institut, dont les résultats ont été diffusés dès hier soir sur le site du "Parisien" après la polémique autour du choix de Mme Martine AUBRY comme candidate du PS donnent toujours Mme Marine LE PEN en tête au premier tour avec 24 % dans les deux hypothèses des candidatures de M. Dominique STRAUSS-KAHN et de M. François HOLLANDE pour le PS, le premier scénario se soldant par l'élimination de M. Nicolas SARKOZY. Ainsi, Mme LE PEN arriverait en tête avec 24 % face à M. SARKOZY (21 %) et M. HOLLANDE (20 %). Elle serait également première avec 24 % face à M. STRAUSS-KAHN (23 %) et M. SARKOZY (21 %) (sondage réalisé en ligne les 5 et 6 mars auprès d'un échantillon de 1347 individus inscrits sur les listes électorales issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus à partir de l'access panel Harris Interactive).

"Je n'ai pas besoin d'un sondage, par ailleurs douteux (...), pour savoir que la présidentielle de 2012 va être difficile", a réagi le Premier ministre François FILLON en marge d'un déplacement à Rueil-Malmaison. La France a connu "une crise économique et financière très importante qui a naturellement des répercussions sociales", a-t-il noté, appelant le gouvernement à "garder son sang-froid" et à "se concentrer sur les choses qui sont importantes", telles que "la lutte contre le chômage", la "croissance économique" et "la sécurité des Français". Toutefois, M. FILLON a aussi évoqué une responsabilité de la gauche dans la progression du Front national. "L'opposition doit aussi s'interroger sur sa propre attitude et sa propre responsabilité dans cette situation", a-t-il dit. "Qu'on ait un débat d'idées, c'est normal, (mais) depuis quatre ans, jour après jour, avec une violence extrême (...) le Parti socialiste dénigre le président en employant des formules dont les plus récentes sont absolument odieuses", a ajouté le chef du gouvernement. Il a jugé que cela avait "aussi des conséquences sur le débat politique". "J'attends que l'opposition fasse des propositions, rentre maintenant dans une campagne qui consiste à proposer des solutions réalistes aux problèmes de notre pays", a-t-il fait valoir, soulignant que dans ce cas de figure, "les résultats seront alors très éloignés de ce fameux sondage". M. FILLON a par ailleurs réfuté tout lien entre une montée du FN et le débat sur la laïcité et l'Islam voulu par le chef de l'Etat. "Je pense que ça n'a rien à voir", a-t-il dit.

A l'inverse, le porte-parole du PS Benoît HAMON s'est inquiété d'une "libération de la parole raciste" sur le terrain et s'est dit préoccupé par les tentations d'un vote antisystème ou d'abstention. "Nous avons mesuré depuis plusieurs semaines, grâce à un travail de terrain et de porte-à-porte, la libération de la parole raciste mais aussi l'expression d'une forme de désillusion vis-à-vis de l'action politique", a-t-il déclaré lors de son point de presse hebdomadaire. "Cela appelle des leçons pour la gauche", qui "doit être unie et rassemblée", a-t-il plaidé. "Il faut permettre aux Français de comprendre qu'il y a bien une alternative", a-t-il souligné, estimant que "le vrai sondage, grandeur nature", se déroulerait lors des prochaines élections cantonales.

"Toutes ces arguties sont dérisoires", a déclaré pour sa part la présidente du Front national depuis le siège du parti, à Nanterre, en dénonçant "une polémique stupide et pitoyable". La "réalité, c'est que la classe politique prend peur, parce qu'elle sent qu'elle est déconnectée des préoccupations des Français et qu'il est en train de se tisser un lien très fort entre le Front national et le peuple français", a affirmé Mme LE PEN.

M. François BAROIN souhaite que M. Dominique de VILLEPIN retrouve sa place dans la majorité "le plus vite possible"

Au-delà des responsabilités des uns ou des autres, cette montée du FN invite chacun à favoriser un rassemblement de sa famille politique pour éviter un second "21 avril". Ainsi, le porte-parole du gouvernement François BAROIN, ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique, tout en considérant qu'un sondage réalisé à quatorze mois de l'élection présidentielle "ne veut rien dire", a souhaité hier que M. Dominique de VILLEPIN retrouve sa place dans la majorité "le plus vite possible". "Je ne souhaite pas sa candidature" en 2012, a-t-il dit, alors que l'ancien Premier ministre a été reçu hier par M. Nicolas SARKOZY pour la deuxième fois en quinze jours (cf. "BQ" d'hier). M. de VILLEPIN, dont les intentions de vote se montent à 7 % selon ce sondage, avait pour sa part estimé dimanche soir que la montée de Mme LE PEN était "d'abord la sanction d'une politique qui n'a pas de résultat" et "la sanction de l'abandon de la question sociale au profit de la question identitaire". "Aujourd'hui, je veux proposer une alternative à la politique menée. Début avril, je ferai des propositions qui constitueront la base d'un projet qui a vocation à déboucher sur un programme", a ajouté le président de République solidaire, qui a annoncé récemment qu'il quitterait l'UMP en 2011.

"Il n'y a aucune ambiguïté entre le président et moi-même", a déclaré hier soir M. de VILLEPIN, qui a dit s'être rendu à l'Élysée "dans un esprit de franchise, de clarté et sans ambiguïté" pour évoquer la situation dans les pays arabes. "J'ai répondu la première fois à son invitation (le 24 février, NDLR) dans un esprit républicain. Il est clair que je respecte la tâche lourde du président et que, dans un moment historique, j'estime qu'il est de mon devoir d'apporter des propositions, l'expérience qui est la mienne", a-t-il affirmé. D'ailleurs, a-t-il ajouté, "chaque fois que le président ou quiconque sollicitera ma participation à un dialogue en vue de l'intérêt général, je répondrai présent". Il a affirmé n'avoir reçu aucune proposition de M. SARKOZY, comme des rumeurs l'avaient laissé entendre. "Il est clair que le président, et je lui ai dit, sait la volonté qui est la mienne de proposer une alternative à la politique qui est aujourd'hui menée", a affirmé M. de VILLEPIN.

Une "multitude de projets" doit être présentée aux Français, selon M. Jean-Louis BORLOO, qui appelle à "ne pas courir derrière le Front national"

Alors que le chef de l'Etat souhaite limiter au maximum le nombre de candidats à droite au premier tour, le président du Parti radical Jean-Louis BORLOO juge au contraire qu'une "multitude de projets" politiques doit être présentée aux Français. "Il faut qu'il y ait une multitude de projets présentés aux Français. Nous allons avoir un projet. Ce ne sera pas forcément le même (...) que l'UMP", a déclaré l'ancien ministre en réponse à la question de savoir si le sondage publié dimanche était de nature à remettre en cause une éventuelle candidature centriste. "A chaque fois que vous réduisez l'offre, vous augmentez la concurrence", a plaidé M. BORLOO qui s'exprimait, après quatre mois d'une relative discrétion, dans le cadre d'un déplacement à Mulhouse et Strasbourg en compagnie du président de la Gauche moderne Jean-Marie BOCKEL. "Nous pensons que le risque du Front national ne doit pas occuper tout le débat. Je n'aimerais pas qu'on arrive à la présidentielle avec une démarche du type "C'est moi ou le chaos"", a pour sa part estimé M. BOCKEL.



Le ministre des Collectivités territoriales et président de la région Alsace Philippe RICHERT, qui a rejoint M. BORLOO à Strasbourg dans l'après-midi, n'a pas caché sa préférence pour lui dans l'hypothèse d'une candidature centriste, soulignant sa "loyauté" vis-à-vis de la majorité présidentielle. "Aujourd'hui le candidat naturel de la droite et du centre pour moi c'est Nicolas SARKOZY. (...) Si demain il devait y avoir un candidat qui complète l'équipe au niveau de la droite et du centre, je préférerais de loin que ce soit Jean-Louis BORLOO, plutôt que d'autres qui ne sont jamais clairs dans ce qu'ils annoncent", a-t-il dit, en se disant "persuadé à titre personnel que c'est quelqu'un dont notre famille n'a pas aujourd'hui à s'inquiéter. (...) C'est quelqu'un qui roule pour sa famille, qui est le centrisme, mais qui ne se trompera ni d'alliance ni de pacte le jour où il faudra en faire un", a-t-il fait valoir.

Rappelons que les leaders centristes, dont MM. BORLOO et BOCKEL, ont annoncé la création d'ici l'été d'une confédération des centres, qui choisira à l'automne son candidat à l'élection présidentielle. La première initiative politique de cette confédération sera le dépôt aujourd'hui d'un amendement visant à supprimer l'extension de la déchéance de nationalités aux assassins de policiers (cf. "BQ" du 3 mars). Soixante-dix députés ont déjà cosigné l'amendement, s'est félicité M. BORLOO, qui a évoqué un "virage dans la politique française". Appelant à ne pas "courir derrière le Front national" et à s'attaquer aux problèmes "de fond", il a pris ses distances avec le débat sur la laïcité et l'Islam ouvert par l'UMP. "C'est vrai que je suis inquiet quand je vois (un) débat qui devient anachronique, au vu des efforts de laïcité (...) qui sont en train de se développer de l'autre côté de la Méditerranée", a-t-il dit. "La laïcité n'est pas l'opposé des religions (...) Je voudrais dire à tous ceux qui pratiquent une religion que la laïcité les protège", a-t-il insisté.

Les alliés du PS sous la pression d'un "nouveau 21 avril"

A gauche, la crainte d'une réédition du 21 avril 2002, avec un FN accédant au second tour, accentue la pression sur les alliés potentiels du Parti socialiste, comme le Front de gauche ou Europe Ecologie-Les Verts, pour qu'ils renoncent à présenter un candidat à la présidentielle, mais l'idée est largement réfutée.

Socialiste le plus en pointe pour une candidature commune de la gauche dès le premier tour, l'ancien Premier secrétaire du PS François HOLLANDE a appelé hier les Français à participer aux élections cantonales et à voter "utile dès le 1^{er} tour" pour éviter la présence de l'extrême droite au second tour. "Quand il y a en plus des risques – je ne les écarte pas, aussi bien pour des élections cantonales, que pour l'élection présidentielle – d'une présence de l'extrême droite, à un niveau qui peut être inquiétant, il faut que les électeurs votent pour des candidats qui peuvent changer les choses, concrètement, positivement", a plaidé M. HOLLANDE. "Et ici, ce sont les candidats socialistes", a-t-il ajouté au côté du candidat PS dans le 8^{ème} canton lyonnais, que la gauche compte ravir à la droite, tout en espérant faire basculer de son côté le conseil général du Rhône (dont le président sortant est le ministre de la Justice Michel MERCIER). Prudent, le porte-parole du PS Benoît HAMON estime qu'"on ne va pas aller expliquer aux uns et aux autres qu'ils ne sont pas habilités à présenter des candidats". Le PS "n'a pas une vocation hégémonique" : "ce qu'il faut c'est discuter (entre partis) et garantir aux Français que la gauche sera rassemblée", juge-t-il.

"J'appelle la gauche à la responsabilité", a indiqué de son côté le député (PS) de Paris Jean-Christophe CAMBADELIS, proche de M. Dominique STRAUSS-KAHN, constatant que "la poussée lepéniste est là". "Même si le sondage est contestable, même si les autres instituts n'en sont pas là, le résultat indique une France troublée, inquiète et mécontente", a-t-il ajouté, estimant que "le bilan de Nicolas SARKOZY est un désastre".

Toutefois, malgré le spectre d'un affrontement Nicolas SARKOZY-Marine LE PEN au second tour, la plupart des partenaires du PS ne voient pas d'un bon œil un éventuel désistement républicain au premier tour. Seul le coprésident des Verts au Parlement européen Daniel COHN-BENDIT a répété



hier dans "Le Figaro" que si, dans un an, "le FN est toujours à 25 %, alors c'est évident qu'une candidature écolo ne se justifiera plus". (cf. "BQ" d'hier). Cependant, cette position divise fortement les écologistes. Ainsi, M. Jean-Vincent PLACE, membre du Bureau exécutif d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), refuse d'aborder cette hypothèse aujourd'hui, alors que le Parlement d'EELV a entériné l'idée d'une candidature "écolo". A être "d'accord sans conditions pour voter socialiste dès le premier tour", "ils handicapent", selon lui, "la candidature écologiste" et "nous font perdre des circonscriptions" dès avant les négociations post-cantonales avec le PS. Pointant du doigt un exécutif affaibli par "la crise sociale" et "les questions éthiques" dans son gouvernement, M. PLACE minimise le danger et anticipe plutôt un 21 avril à l'envers en 2012, avec un second tour PS-FN.

A la gauche du PS, le Front de Gauche (FG) refuse aussi de se retirer. Estimant que l'UMP et le PS ont trouvé en Mme LE PEN "une chienne de garde du système lâchée dans la pénombre des idées", M. Jean-Luc MELENCHON, président du Parti de gauche et probable candidat du FG à l'élection présidentielle, s'est à nouveau dit opposé à une candidature unique à gauche pour éviter un nouveau 21 avril : "tout ça est une manipulation", a-t-il plaidé. Ces "sondages à répétition sur des scénarios imaginaires" ne sont qu'une "entreprise de spoliation du débat public", fait aussi valoir M. Pierre LAURENT, secrétaire national du PCF, ne voyant "pas très bien pourquoi aujourd'hui on irait vers une candidature unique", "sinon à supprimer le premier tour" de la présidentielle.

M. Jean-Louis BIANCO (PS) demande que la proposition de loi sur les sondages soit mise à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale

Face à la polémique née du choix de la Première secrétaire Martine AUBRY comme candidate du PS, M. Jean-Daniel LEVY, responsable de l'institut Louis Harris Interactive, a réfuté hier toute volonté de "faire un coup" médiatique, comme certains l'ont dénoncé. "Lorsque l'on fait une seule hypothèse de vote, a-t-il expliqué, il paraît légitime de tester la représentante institutionnelle du Parti socialiste, à savoir Martine AUBRY, élue et aujourd'hui Première secrétaire". "Si nous avions réalisé une seule intention de vote avec Dominique STRAUSS-KAHN, il aurait pu y avoir suspicion", a-t-il dit, le directeur général du FMI n'étant aujourd'hui pas plus candidat que Mme AUBRY et n'apparaissant "pas comme ayant une plus grande légitimité à représenter le PS". "Il s'agissait au départ d'un regard porté par Harris-Interactive qui visait à prendre le pouls de l'opinion", a poursuivi M. LEVY. "A partir du moment où nous avons vu cette progression nette du Front national et que nous avons vu que Marine LE PEN atteignait 23 % d'intentions de vote, nous avons considéré qu'il était de notre devoir de rendre publique cette donnée". Il a précisé que la marge de correction utilisée avait été "extrêmement faible" et que le vote en faveur de Mme LE PEN n'avait pas été surpondéré.

La commission nationale des sondages, qui a validé le sondage publié dimanche, a fait valoir hier que les "instituts avaient la liberté de tester les hypothèses de leur choix". "C'est de la liberté de la presse dont il s'agit", a-t-on ajouté à la commission.

De son côté, le député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence Jean-Louis BIANCO en a profité pour demander une nouvelle fois au président (UMP) de l'Assemblée nationale Bernard ACCOYER d'inscrire à l'ordre du jour la proposition de loi sur les sondages de MM. Jean-Pierre SUEUR (PS) et Hugues PORTELLI (UMP), récemment adoptée à l'unanimité par le Sénat (cf. "BQ" du 15 février). "Il flotte comme un parfum de "coup médiatique" dans ce sondage !", a dénoncé M. BIANCO dans un communiqué, critiquant l'absence de précisions sur les choix de l'échantillon, sur la méthode de redressement ou la marge d'erreur. "Nous vivons aujourd'hui en "sondocratie" sans que la moindre garantie ne soit apportée par les sondeurs quant à la rigueur de leurs enquêtes". Il n'est pas acceptable de continuer ainsi tous les jours pendant les quatorze mois qui nous séparent de l'élection présidentielle de 2012", écrit le député en demandant à M. ACCOYER d'inscrire la



proposition de loi de MM SUEUR et PORTELLI à l'ordre du jour de l'Assemblée "pour qu'elle puisse être votée d'ici les toutes prochaines semaines". M. ACCOYER avait indiqué la semaine dernière que l'examen par les députés de cette proposition de loi n'était pas "prioritaire" pour le gouvernement (cf. "BQ" du 2 mars).